

QUAND LA MÉMOIRE DEVIENT UNE PRISON DES NATIONS

Amir Taheri Vendredi 7 août 2020

Amir Taheri a été le rédacteur en chef exécutif du quotidien Kayhan en Iran de 1972 à 1979. Il a travaillé ou écrit pour d'innombrables publications, publié onze livres et est chroniqueur pour *Asharq Al-Awsat* depuis 1987.

L'écriture de l'histoire doit-elle être traitée comme un projet gouvernemental? Le président français Emmanuel Macron et son homologue algérien Abdul-Majid Tebboune semblent le penser. Ils ont ordonné la création d'une commission mixte pour écrire l'histoire des relations entre les deux pays depuis l'annexion de ce volet de l'Afrique du Nord par les Français en 1832.

Macron et Tebboune ne sont pas les premiers dirigeants à rechercher un récit officiellement vérifié et approuvé de notre histoire humaine. Cependant, leur cas est unique car d'autres dirigeants voulaient simplement raconter leur version de l'histoire tandis que Macron et Tebboune exigent un récit à deux voix, vraisemblablement parallèle.

Il y a encore une différence entre les anciennes histoires officielles et ce que nous sommes susceptibles de voir cette fois. Les vieilles histoires officielles étaient souvent présentées avec la modestie qu'elles méritaient comme chronologies. Et parce qu'elles portaient une lourde charge d'hagiographie, elles n'ont jamais prétendu être scientifiques. Macron et Tebboune, bien sûr, ne sont pas à la recherche d'accessoires pour construire un culte de la personnalité. Cependant, ils peuvent être à la recherche de quelque chose d'encore moins digne: la présentation de l'histoire sous les couleurs des modes actuelles, et nécessairement transitoires, du politiquement correct.

Macron a déjà annoncé la couleur en déclarant que le colonialisme était «*un crime contre l'humanité*». Benjamin Stora, l'historien choisi pour représenter la partie française, va encore plus loin en qualifiant la colonisation de «*violente, inégale et illégale*».

Tebboune, pour sa part, a fait de l'Algérie une victime impuissante et innocente de l'impérialisme.

Ce que Macron ne réalise pas, ou choisit peut-être d'ignorer, c'est que parce que la colonisation a été une caractéristique constante de l'histoire depuis le début, nous pourrions suggérer que l'humanité a toujours vécu dans le contexte d'un crime contre l'humanité. Lorsqu'ils envahirent la Gaule, les Francs, tribu germanique, furent des colonisateurs qui soumièrent les indigènes par la force, leur imposèrent leur langue et leur culture, et finirent par donner leur propre nom au pays qu'ils avaient colonisé. Même à la veille de la Révolution française, seuls 12 pour cent de la

population avaient le français comme langue maternelle, bien que la plupart l'utilisent comme *lingua franca*, langue véhiculaire.

En tout cas, le concept de *crime contre l'humanité* est nouveau, ayant pris forme au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et l'appliquer rétrospectivement serait au mieux déroutant et au pire malhonnête.

Le président Tebboune devra peut-être également repenser son récit de victimisation. Dire que le peuple algérien, dans sa riche diversité, n'a été qu'un objet de sa propre histoire pendant quelque 130 ans n'est pas très flatteur.

Les Français n'auraient pas pu coloniser l'Algérie sans la participation d'une grande partie, peut-être même d'une majorité, de la population. Des dizaines de milliers d'Algériens de toutes ethnies ont aidé les Français à construire les infrastructures nécessaires à une présence coloniale. Alger, une ville magnifiquement à la française, a été construite par des travailleurs algériens sous la direction des Français.

Au cours des décennies, un grand nombre d'Algériens qui ont servi dans les armées françaises ont combattu dans deux guerres mondiales et plusieurs guerres coloniales, notamment en Indochine. *Entre-temps*, les Algériens de toutes les ethnies ont adopté le français comme *lingua franca*, créant une riche littérature et une presse de qualité. Des amis algériens me disent qu'ils considéraient la langue française comme un «*butin de guerre*», vraisemblablement de même que l'anglais a fait de l'Inde le plus grand pays anglophone du monde.

Ecrire ou réécrire l'histoire ne doit pas être un moyen de culpabiliser les Français d'aujourd'hui ou d'humilier les Algériens d'aujourd'hui.

Stora affirme que le projet Macro-Tebboune vise une réconciliation des souvenirs. Cela signifie imposer un seul récit monocorde qui, au lieu de favoriser la réconciliation, pourrait blesser la mémoire de tous. Les adeptes nostalgiques de l'Algérie-française, les Harkis chassés de leurs maisons et rendus apatrides pendant des décennies, les colons *Pieds-noirs* nés et élevés en Algérie depuis des générations, n'auront pas les mêmes souvenirs que les milliers de combattants de la liberté algériens qui ont été torturés par les Français ou les nombreux autres paysans kabyle et arabes qui ont vu leurs villages incendiés par les colonialistes.

Gardant vivant le récit de la victimisation, les dirigeants algériens successifs ont tenté de détourner l'attention de leurs propres lacunes, pour ne pas dire leurs méfaits. Couvrant les troubles des années 90 en Algérie, des politiciens algériens de toutes les couleurs m'ont souvent dit que tous les problèmes de leur pays, y compris le terrorisme au nom de la religion et la brutalité policière, étaient dus à la domination coloniale française. Au bout d'un moment, fatigué de ces *shibboleth*, divagations, j'ai proposé aux interlocuteurs algériens de fixer une certaine date à partir de laquelle tout était de la faute des Français, et après cette date, je considérerais les Algériens comme responsables de leurs propres ennuis.

Près de deux décennies plus tard, cette suggestion n'a abouti nulle part. Le nouveau projet est en partie conçu pour «sonder les racines coloniales des problèmes socio-économiques de l'Algérie» comme si six décennies d'indépendance ne comptaient pas.

Les gouvernements peuvent-ils jouer un rôle dans l'écriture de l'histoire?

La réponse est oui. La première chose à faire est de s'abstenir d'essayer de dicter l'histoire. Ensuite, ils pourraient rendre leurs archives accessibles aux chercheurs. Ils pourraient également assouplir les règles des «actes secrets officiels» afin de rendre autant de documents «sensibles» que possible disponibles pour examen.

Des entretiens avec des fonctionnaires pourraient également aider à condition qu'ils ne soient pas bâillonnés. Dans certains cas, en particulier dans les sociétés fermées, l'octroi de visas aux historiens pourrait également aider.

Surtout, les gouvernements ne devraient pas utiliser l'écriture de l'histoire comme un moyen de promouvoir des objectifs politiques partisans, nobles ou ignobles. Dire que l'objet du projet Macron-Tebboune est la «réconciliation» est un abus de la notion d'histoire, pour un objectif politique louable. Si la France et l'Algérie ont besoin de réconciliation, Macron et Tebboune devraient trouver les moyens d'atteindre leur objectif, laissant l'Histoire seule faire son travail.

En tout cas, en tant qu'étranger mais ami des deux camps, je ne pense pas que la France et l'Algérie aient besoin d'une réconciliation. Des millions de citoyens français d'origine algérienne créent un lien humain rare entre les deux nations.

Les Français d'aujourd'hui, dont beaucoup descendants d'immigrants européens et autres au cours du siècle dernier n'étaient en aucun cas impliqués dans la conquête de l'Algérie ou ailleurs, et n'ont donc à excuser de rien, à moins que les Allemands d'aujourd'hui ne s'excusent également pour l'invasion de la Gaule par les Francs. Les Algériens d'aujourd'hui n'ont pas non plus besoin de se faire passer pour des victimes car, en se tournant vers l'avenir, ils ne veulent pas devenir prisonniers du passé.